

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

-----  
MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2020

# COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2020

15 NOVEMBRE 2020

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2020, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses.

## **I- MOBILISATION DES RESSOURCES**

**Les ressources** mobilisées à fin septembre 2020 s'élèvent à **5.239,9 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de **5.182,1 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 101,1%. En effet, une révision des objectifs a été effectuée suite à la mission d'évaluation du programme économique et financier par le FMI, réalisée en septembre 2020, pour tenir compte de l'impact du ralentissement des activités économiques dû aux effets de la Covid-19, ainsi que des mesures d'allègement fiscal du plan de soutien économique, social et humanitaire.

Les ressources collectées comprennent 2.908,2 milliards de FCFA de recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et 2.331,7 milliards de FCFA de ressources de trésorerie (privatisations et vente d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

**Les recettes fiscales** ont été recouvrées à hauteur de **2.726,5 milliards de FCFA** à fin septembre 2020, avec un écart positif de 40,7 milliards de FCFA par rapport à l'objectif révisé de 2.685,8 milliards de FCFA, principalement en lien avec les performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de **360,3 milliards de FCFA**, contre une prévision de 345,8 milliards de FCFA, soit un écart positif de 14,6 milliards de FCFA qui résulte, d'une part, de l'évolution favorable de la taxation (229,4 Fcfa/litre et 234,2 Fcfa/litre en réalisation contre des objectifs de 217,5 Fcfa/litre et 224,0 Fcfa/litre respectivement pour le gasoil et le super carburant) et, d'autre part, d'un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation (793,3 millions et 786,4 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 779,1 millions et 770,7 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de **314,5 milliards de FCFA** contre 295,1 milliards de FCA prévus, soit un écart positif de 19,4 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié au paiement de cet impôt aux échéances légales par plusieurs entreprises, en dépit du moratoire accordé par l'Etat dans le cadre du plan de soutien économique, social et humanitaire ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **635,7 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 11,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 624,0 milliards de FCFA. Cette performance s'explique essentiellement par un niveau des volumes mis à la consommation des biens intermédiaires plus élevés que les projections (4.888.625 tonnes en réalisation contre 4.543.812 tonnes en objectif).

L'effet des évolutions favorables susmentionnées a été toutefois atténué par les contreperformances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes, notamment les taxes à l'exportation (-4,9 milliards de FCFA), la taxe sur les télécommunications (-2,1 milliards de FCFA) et les impôts sur revenus et salaires (-1,4 milliard de FCFA).

**S'agissant des recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de **71,1 milliards de FCFA**, enregistrant un écart positif de 16,4 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 54,7 milliards de FCFA, en lien principalement avec la perception de 24 milliards de FCFA de commissions sur transferts hors UEMOA non initialement prévus. Les recettes non fiscales comprennent 41,1 milliards de FCFA de recettes des services, 21 milliards de FCFA de revenus du domaine, 5,1 milliards de FCFA de dividendes et 3,8 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural.

**Quant aux dons**, ils ont été mobilisés à hauteur de **110,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 207,9 milliards de FCFA, en rapport avec le niveau moins élevé que prévu des dons-projets. Ce niveau de réalisation intègre 73,8 milliards de FCFA de dons-programmes perçus dans le cadre du C2D et 36,8 milliards de FCFA de dons-projets.

**Les privatisations et ventes d'actifs** ont essentiellement porté sur la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de 1 milliard de FCFA

**Les transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à 0,1 milliard de FCFA contre une prévision de 0,5 milliard de FCFA.

**Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **1.090,9 milliards de FCFA**, contre 1.042,9 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 519,2 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication, 413,4 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), ainsi que 158,3 milliards de FCFA de bons du Trésor.

**Concernant les ressources extérieures d'emprunts**, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à 1.239,7 milliards de FCFA contre un objectif de 1.190,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 104,2%. Cette réalisation comprend 718,7 milliards de FCFA d'emprunts-programmes pour une prévision de 669,5 milliards de FCFA, en lien avec les appuis additionnels reçus des bailleurs dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, ainsi que 521 milliards de FCFA d'emprunts-projets contre 520,7 milliards de FCFA prévus.

## **II- EXECUTION DES DEPENSES**

A fin septembre 2020, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **5.446,9 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de 5.366,5 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 101,5%. Ces dépenses se déclinent comme suit.

**Les charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **461,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 452,6 milliards de FCFA, principalement en rapport avec les charges liées aux émissions de trésorerie. Elles ont porté sur la dette intérieure pour 202,4 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 259 milliards de FCFA.

**Les dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1.372,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.326 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par la transmission plus accélérée que prévue des dossiers de premier mandatement pour les paiements des nouveaux fonctionnaires, résultant de l'impact de la mise en place au sein du Ministère de la fonction publique, d'un nouveau dispositif de traitement des actes administratifs.

**Les dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **59,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 77,1 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission des factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (44,6 milliards de FCFA), de téléphone (8,9 milliards de FCFA) et d'eau (6,1 milliards de FCFA).

**Les autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **486,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 505,5 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution comprend 48,7 milliards de FCFA au titre du plan de riposte sanitaire contre la Covid-19, 17,5 milliards de FCFA pour les baux police et militaire ainsi que 25,5 milliards de FCFA destinés à l'alimentation militaire.

**Les transferts** ont été exécutés à hauteur de **556 milliards de FCFA**, pour une prévision de 660,1 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 104,1 milliards de FCFA résultant principalement du niveau d'exécution moins élevé que programmé des dépenses du plan de soutien économique, social et humanitaire (199 milliards de FCFA réalisés pour une prévision de 323,5 milliards de FCFA), consécutif au délai plus long enregistré dans la mise en place des dispositifs réglementaires et organisationnels.

**Concernant les dépenses de sécurité et d'élections**, elles se sont établies à **110,7 milliards de FCFA** contre **84,8 milliards de FCFA** prévus, en lien avec l'exécution plus tôt que prévue des transferts liés à l'organisation de l'ensemble des élections et le besoin de renforcement du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **1.333,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.426,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,5%, essentiellement en rapport avec un niveau plus faible que prévu de l'exécution des dons-projets. Ces dépenses ont été financées à 58,2% sur les ressources intérieures et 41,8% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des institutions et ministères, fait ressortir que trente-un (31) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 75% et vingt (20) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 75%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent **le remboursement du capital au titre de la dette publique**, se sont établies à **1.066,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 834,0 milliards de FCFA, principalement en lien avec la réalisation d'opérations de conversion d'échéances futures. Les paiements effectués comprennent 811,2 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure et 255,2 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **2.065,9 milliards de FCFA** à fin septembre 2020 pour une prévision de 2.052,2 milliards de FCFA.

**Le solde budgétaire à fin septembre 2020** ressort ainsi à **-1.371,8 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -2.084,5 milliards de FCFA attendu à fin décembre 2020, tel que fixé dans le programme économique et financier conclu avec le FMI.

## **CONCLUSION**

L'exécution du budget à fin septembre 2020, effectuée en mode budget-programmes, s'est déroulée dans un environnement marqué par les conséquences de la pandémie de la Covid-19.

Elle est caractérisée par un bon niveau de recouvrement des ressources par rapport aux prévisions révisées, ainsi que par une exécution relativement satisfaisante des dépenses.

Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et de maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au cours du dernier trimestre 2020, en vue de garantir l'atteinte des objectifs du programme économique et financier conclu avec le FMI.

Telle est l'économie de la présente communication relative à l'exécution budgétaire au troisième trimestre 2020 de l'année, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**

**LE MINISTRE DU BUDGET ET DU  
PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

**Adama COULIBALY**

**Moussa SANOGO**

## ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

### (Etat de réalisation à fin septembre 2020)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre		DEPENSES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin septembre	
		Objectif	Réalisation			Objectif	Réalisation
<b>RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES</b>							
<b>RECETTES FISCALES</b> (y/c FER)	<b>4 087,9</b>	<b>2 685,8</b>	<b>2 726,5</b>	<b>CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>643,0</b>	<b>452,6</b>	<b>461,4</b>
- DGI	2 258,6	1 421,8	1 442,0	Dettes intérieure	252,6	180,5	202,4
- TRESOR	12,1	9,1	8,1	Dettes extérieure	390,4	272,1	259,0
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 817,2	1 255,0	1 276,4	<b>PERSONNEL</b>	<b>1 770,1</b>	<b>1 326,0</b>	<b>1 372,5</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b> (y/c FIMR)	<b>86,7</b>	<b>54,7</b>	<b>71,1</b>	<b>ACHAT DE BIENS ET SERVICES</b> (hors CNS et élections)	<b>672,1</b>	<b>582,7</b>	<b>546,1</b>
Recettes non fiscales Trésor	49,1	29,7	46,2	Abonnement	110,2	77,1	59,6
Revenus du domaine DGI	29,7	21,0	21,0	Autres achats de biens et services	561,9	505,5	486,4
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0			<b>TRANSFERTS</b> (hors CNS et élections)	<b>530,8</b>	<b>660,1</b>	<b>556,0</b>
Licences de télécommunication	0,2	0,2	0,1	Subvention au secteur électricité	14,4	0,0	0,6
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	3,8	3,8	Autres transferts	516,4	660,1	555,5
<b>DONS</b>	<b>359,7</b>	<b>207,9</b>	<b>110,6</b>	<b>DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS</b>	<b>98,9</b>	<b>84,8</b>	<b>110,7</b>
<b>Dons programmes</b>	<b>169,3</b>	<b>79,4</b>	<b>73,8</b>	sur financement intérieur	98,9	84,8	110,7
AFD (C2D)	147,6	79,4	73,8	dont investissement	8,0		
GVT Espagnol (PCD)	7,3	0,0	0,0	<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>2 247,1</b>	<b>1 426,3</b>	<b>1 333,8</b>
UE	14,4	0,0	0,0	- Trésor (y/c FIMR et FER)	<b>1 078,9</b>	<b>777,1</b>	<b>776,0</b>
BEI				Projets C2D et PCD	154,9	116,2	158,4
<b>Dons projets</b>	<b>190,4</b>	<b>128,5</b>	<b>36,8</b>	Investissement FIMR	7,7	3,8	3,8
				Fonds d'Entretien Routier	147,1	108,7	96,7
				Autres investissements	769,2	548,5	517,0
				- <b>Financement extérieur des projets</b>	<b>1 168,2</b>	<b>649,2</b>	<b>557,8</b>
				Emprunts-projets	977,8	520,7	521,0
				Dons-projets	190,4	128,5	36,8
<b>TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES</b>	<b>4 534,3</b>	<b>2 948,5</b>	<b>2 908,2</b>	<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>5 962,0</b>	<b>4 532,4</b>	<b>4 380,5</b>
<b>RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE</b>							
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	1,0	Amortissement de la dette publique	1 494,1	834,0	1 066,4
Transfert des entreprises/dette rétrocedée	1,5	0,5	0,1	Dettes intérieure	1 015,1	593,9	811,2
<b>Emprunts sur marchés monétaire et financier</b>	<b>1 494,4</b>	<b>1 042,9</b>	<b>1 090,9</b>	Dettes extérieure	479,0	240,1	255,3
Emprunts obligataires		445,5	519,2				
Bons et obligations du Trésor		597,4	571,7				
Eurobonds		0,0	0,0				
<b>Emprunts programmes</b>	<b>321,8</b>	<b>669,5</b>	<b>718,7</b>				
FMI	152,5	536,0	536,0				
Banque Mondiale	113,5	118,5	118,5				
Banque Africaine de Développement	49,2	0,0	49,2				
AFD (Autre appui budgétaire)	6,6	0,0	0,0				
BOAD		15,0	15,0				
<b>Emprunts-projets</b>	<b>977,8</b>	<b>520,7</b>	<b>521,0</b>				
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE</b>	<b>2 921,7</b>	<b>2 233,6</b>	<b>2 331,7</b>	<b>TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE</b>	<b>1 494,1</b>	<b>834,0</b>	<b>1 066,4</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 456,1</b>	<b>5 182,1</b>	<b>5 239,9</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 456,1</b>	<b>5 366,5</b>	<b>5 446,9</b>

## ANNEXE 2

### EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2020)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN SEPTEMBRE		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>2 685,8</b>	<b>2 726,5</b>	<b>40,7</b>
<b><u>DGI</u></b>	<b><u>1 421,8</u></b>	<b><u>1 442,0</u></b>	<b>20,2</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>784,9</b>	<b>804,2</b>	<b>19,3</b>
<b>BIC pétrole et gaz</b>	<b>33,3</b>	<b>33,3</b>	<b>0,0</b>
- BIC pétrole	1,7	1,7	0,0
- BIC gaz	31,6	31,6	0,0
<b>Autres impôts directs hors pétrole et gaz</b>	<b>751,6</b>	<b>770,8</b>	<b>19,2</b>
- BIC hors pétrole	295,1	314,5	19,4
- Impôt synthétique et AIRSI	14,5	14,4	-0,1
- Impôts sur revenus et salaires	379,5	379,5	0,0
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	62,5	62,5	0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>636,9</b>	<b>637,8</b>	<b>0,9</b>
TVA (hors part secteur électricité)	320,4	324,0	3,6
TOB	55,0	55,0	0,0
Taxes sur boissons et tabacs	42,6	42,6	0,0
Droits d'enregistrement et de timbre	96,2	96,2	0,0
<i>dont enregistrement café cacao</i>	24,5	24,5	0,0
Patentes et Licences	28,7	28,7	0,0
Taxes d'exploitation pétrolière	0,7	0,7	0,0
Taxe d'exploitation du gaz	13,5	13,5	0,0
Taxes sur les télécommunications	40,8	38,7	-2,5
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	16,8	16,8	0,0
Taxe ad valorem	20,3	20,3	0,0
Accises et autres taxes indirectes	1,9	1,4	-0,5
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,8	0,3	-0,5
<b><u>TRESOR</u></b>	<b><u>9,1</u></b>	<b><u>8,1</u></b>	<b><u>-1,0</u></b>
<b>Impôts directs</b>	<b>8,1</b>	<b>6,8</b>	<b>-1,4</b>
Impôts sur revenus et salaires	8,1	6,8	-1,4
<b>Impôts indirects</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>
Timbres et vignettes	0,9	1,3	0,4
<b><u>DGD</u> (hors PCC, PCS et SGS)</b>	<b><u>1 255,0</u></b>	<b><u>1 276,4</u></b>	<b><u>21,5</u></b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>969,8</b>	<b>996,1</b>	<b>26,3</b>
Taxes sur produits pétroliers	345,8	360,3	14,6
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	624,0	635,7	11,8
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>285,2</b>	<b>280,3</b>	<b>-4,9</b>

**ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement de Institutions et Ministères (hors dépenses "sécurité et élections)**

(en FCFA)

Institutions et Ministères	Dotation 2020	Exécution fin septembre 2020	Taux d'exécution
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	155 389 765	0,0	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	492 666 183	2 251 087,0	0,5%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	18 103 000 000	234 000 000,0	1,3%
Ministère de l'Artisanat	1 126 891 779	36 506 418,0	3,2%
Ministère des Affaires Etrangères	4 153 776 375	160 435 897,0	3,9%
Ministère des Sports	90 670 000 000	7 963 251 185,0	8,8%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	15 435 000 000	1 793 440 775,0	11,6%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 925 417 632	597 481 796,0	15,2%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 417 233 692	1 773 145 309,0	18,8%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	345 742 227	78 085 154,0	22,6%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	77 694 882	20 200 669,0	26,0%
Ministère de l'Hydraulique	111 670 000 000	33 856 000 000,0	30,3%
Ministère de la Promotion des PME	349 626 971	127 636 364,0	36,5%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 228 000 000	8 314 277 541,0	41,1%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	1 036 375 713	429 134 952,0	41,4%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	92 063 000 000	39 074 000 000,0	42,4%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	30 685 000 000	13 397 000 000,0	43,7%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	516 558 423 956	236 693 585 988,0	45,8%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	56 533 000 000	25 953 502 656,0	45,9%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	228 800 000 000	108 088 538 511,0	47,2%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	227 720 000 000	117 270 000 000,0	51,5%
Ministère de la Fonction Publique	586 820 180	314 259 432,0	53,6%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	92 182 000 000	50 052 599 019,0	54,3%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	74 776 000 000	45 072 000 000,0	60,3%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	2 114 587 652	1 282 162 426,0	60,6%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	427 904 135	266 300 619,0	62,2%
Ministère de l'Economie et des Finances	23 067 000 000	14 716 000 000,0	63,8%
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	633 532 185	415 432 185,0	65,6%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 051 000 000	8 114 204 701,0	67,3%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	35 906 000 000	24 755 000 000,0	68,9%
Ministère des Eaux et Forêts	8 240 902 680	6 085 733 145,0	73,8%
Primature et Services Rattachés	41 140 000 000	32 456 733 406,0	78,9%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	155 125 576 044	124 803 000 000,0	80,5%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté	40 836 000 000	32 959 118 339,0	80,7%
Cour de cassation	92 665 634	75 955 399,0	82,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	71 884 000 000	58 953 000 000,0	82,0%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	60 438 000 000	50 033 000 000,0	82,8%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 282 000 000	11 117 600 000,0	83,7%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	18 826 000 000	17 288 000 000,0	91,8%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	13 051 000 000	12 260 000 000,0	93,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	33 319 000 000	33 273 949 748,0	99,9%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	155 389 768	155 389 768,0	100,0%
Représentation Nationale	543 864 177	543 864 177,0	100,0%
Commission Electorale Indépendante	150 000 000	150 000 000,0	100,0%
Cour Suprême	236 969 392	236 969 392,0	100,0%
Cour des Comptes	466 169 295	466 169 295,0	100,0%
Ministère du Plan et du Développement	23 735 000 000	23 735 000 000,0	100,0%
Ministère de la Communication et des Médias	17 819 000 000	17 819 000 000,0	100,0%
Ministère des Transports	22 562 000 000	22 562 000 000,0	100,0%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	5 233 084 647	5 233 084 647,0	100,0%
Présidence de la République	42 121 000 000	42 121 000 000,0	100,0%
<b>S/TOTAL</b>	<b>2 240 548 704 964</b>	<b>1 233 179 000 000,0</b>	<b>55,0%</b>
Comptes Spéciaux	154 752 600 000	100 580 000 000,0	65,0%
<b>TOTAL</b>	<b>2 395 301 304 964</b>	<b>1 333 759 000 000,0</b>	<b>55,7%</b>

Source : SIB/DGBF

## ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2020

(en FCFA)

DOMAINES	2019	2020		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif septembre	Exécution à fin Septembre
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>109 402 006 864</b>	<b>135 026 151 602</b>	<b>100 585 676 083</b>	<b>68 785 325 971</b>
01.0 Administration générale	51 963 860 554	78 176 186 166	58 236 159 779	30 691 000 000
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	7 057 337 170	14 952 937 337	11 138 963 035	8 098 880 353
01.2 Formation et encadrement	38 300 036 691	32 977 701 501	24 566 236 701	25 301 000 000
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 111 772 449	1 252 326 598	932 901 635	860 445 618
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 969 000 000	7 667 000 000	5 711 414 932	3 834 000 000
<b>02 Ressources Halieutiques et Production Animale</b>	<b>13 111 795 193</b>	<b>19 246 198 167</b>	<b>14 337 162 332</b>	<b>6 486 753 129</b>
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 384 959 976	8 357 705 519	6 225 945 494	4 974 020 029
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 836 509 377	1 442 302 190	1 074 421 060	881 761 253
02.2 Pêche et aquaculture	2 890 325 840	9 446 190 458	7 036 795 779	630 971 847
<b>03 Education</b>	<b>1 262 806 970 427</b>	<b>1 342 712 135 525</b>	<b>1 000 232 964 752</b>	<b>1 057 081 939 826</b>
03.0 Administration générale	34 300 242 261	54 184 198 006	40 363 693 438	38 597 114 336
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	530 611 025 755	567 542 615 890	422 782 231 795	454 410 000 000
03.2 Alphabétisation	451 952 719	441 080 032	328 575 855	76 632 534
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	450 336 668 683	478 455 911 177	356 418 447 319	328 143 062 952
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	247 107 081 009	242 088 330 420	180 340 016 346	235 855 130 004
<b>04 Santé</b>	<b>387 376 239 456</b>	<b>446 236 000 000</b>	<b>332 416 714 983</b>	<b>275 984 365 537</b>
04.00 Administration générale santé	194 984 053 055	214 547 220 829	159 823 686 024	177 365 020 549
04.01 Système de santé primaire	87 034 000 000	60 679 337 067	45 202 148 404	30 843 588 211
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 099 754 035	15 570 300 000	11 598 857 953	781 741 755
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	34 170 234 054	47 470 599 966	35 362 500 782	2 904 337 429
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	587 046 181	33 531 307 788	24 978 637 277	19 755 000 000
04.05 VIH/SIDA	19 218 647 428	24 721 428 427	18 415 851 763	2 571 181 324
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 282 504 703	49 715 805 923	37 035 032 780	41 763 496 269
<b>05 Eau et Assainissement</b>	<b>52 230 448 072</b>	<b>108 317 991 977</b>	<b>80 689 839 158</b>	<b>42 497 646 527</b>
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	39 223 562 983	56 601 342 461	42 164 308 403	6 071 646 527
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 006 885 089	51 716 649 516	38 525 530 755	36 426 000 000
<b>06 Energie</b>	<b>210 912 378 854</b>	<b>143 443 545 597</b>	<b>106 856 085 598</b>	<b>104 931 520 407</b>
06.1 Accès à l'électricité	210 912 378 854	143 443 545 597	106 856 084 108	104 931 520 407
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>393 749 880 396</b>	<b>396 001 405 061</b>	<b>294 995 218 223</b>	<b>309 468 008 242</b>
07.1 Entretien pistes rurales	26 721 609 041	2 745 047 752	2 044 881 534	
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	29 808 346 363	1 500 000 000	1 117 402 165	108 548 008 242
07.3 Autres travaux routiers	337 219 924 992	391 756 357 309	291 832 934 524	200 920 000 000
<b>08 Affaires Sociales</b>	<b>40 492 168 516</b>	<b>46 724 229 220</b>	<b>34 806 503 257</b>	<b>90 146 608 322</b>
08.0 Administration générale	32 386 117 753	19 694 481 791	14 671 104 394	16 548 000 000
08.1 Formations destinées aux femmes	1 296 525 468	1 342 334 370	999 951 554	429 170 919
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 776 911 773	1 737 216 911	1 294 113 292	957 275 622
08.3 Formation au personnel d'appui	1 440 594 273	2 128 224 270	1 585 388 271	1 407 161 781
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 592 019 249	21 821 971 878	16 255 945 747	70 805 000 000
<b>09 Décentralisation</b>	<b>67 066 000 000</b>	<b>81 207 613 906</b>	<b>60 494 375 726</b>	<b>41 303 000 000</b>
09.1 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	60 494 375 726	41 303 000 000
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>2 158 768 221</b>	<b>18 740 309 873</b>	<b>13 960 308 549</b>	<b>6 686 149 946</b>
10.1 Reconstruction et réhabilitation		1 016 480 000	757 211 302	
10.2 Habitat et logement sociaux	2 158 768 221	17 723 829 873	13 203 097 247	6 686 149 946
<b>11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté</b>	<b>11 271 710 744</b>	<b>17 256 788 801</b>	<b>12 855 182 111</b>	<b>62 503 965 315</b>
11.1 Promotion et insertion des jeunes	10 175 845 287	15 242 297 266	11 354 517 309	39 905 123 349
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 095 865 457	1 191 913 848	1 500 664 802	22 598 841 966
<b>TOTAL</b>	<b>2 550 578 366 744</b>	<b>2 754 912 369 729</b>	<b>2 052 230 030 772</b>	<b>2 065 875 283 222</b>

Source : SIB/DGBF